CE MONDE QUI BOUGE

Quand Ali Benflis redécouvre l'ex-FIS

Par Hassane Zerrouky

En 2004, je n'ai pas souvenir que le candidat Benflis ait axé sa campagne sur une réhabilitation de l'ex-FIS. Il y a dix ans, il s'était présenté en opposition contre Bouteflika après avoir fait main basse sur le FLN tout en ambitionnant d'être le fédérateur de toutes les oppositions au pouvoir. S'inscrivant dans un contexte de rapports tendus entre l'armée incarnée alors par le général Lamari et le Président Bouteflika, la candidature d'Ali Benflis paraissait jouir de l'appui de la haute hiérarchie militaire. Et de ce fait, il était donné comme un possible vainqueur du scrutin. Le général Lamari ayant déclaré que l'armée ne soutenait personne, qu'elle était neutre, d'aucuns avaient alors compris que celle-ci laissait tomber Abdelaziz Bouteflika. En tout cas l'illusion Benflis aura duré le temps de la campagne électorale. Il aurait dû alors méditer le propos du Président-candidat le dernier jour de sa campagne à la salle Harcha affirmant que celui qui ne remporterait pas l'élection présidentielle dès le premier tour à une majorité écrasante n'avait qu'à rester chez lui.

Certes, en 2014 la donne n'est plus la même. Abdelaziz Bouteflika, diminué par la maladie, mène une campagne par procuration. Mais, depuis quelque temps, Ali Benflis affiche de nouveau une posture de fédérateur de toutes les oppositions pour sortir de la crise, comme en 2004, sauf qu'à l'époque si mes souvenirs sont bons, il n'incluait pas l'ex-FIS comme solution de cette crise. «Je suis un homme de réconciliation nationale et j'ai suffisamment de courage pour réunir tout le monde autour d'une grande table, le pouvoir et tous les acteurs politiques, pour éteindre la fitna et trouver ensemble une solution à la crise. La crise multidimensionnelle qui secoue le pays depuis 25 ans est toujours là, malgré les tentatives de la rahma, de la concorde civile et de la charte pour la réconciliation nationale, car aucune de ces solutions n'est allée aux profondeurs de cette crise politique et sécuritaire entre autres dimensions», déclarait-il il y a quelques jours. D'abord réduire la crise à une « fitna», qui est par définition un terme religieux, c'est la réduire à un conflit religieux.

Or, elle est fondamentalement politique. Qui plus est, l'Algérie de 2014 n'est plus dans cette configuration politique caractérisant la fin des années 1990 et le début des années 2000 où l'affrontement entre l'islamisme djihadiste soutenu par tout ou partie de l'ex-FIS et l'Etat et la société constituait la contradiction principale du moment. Pour faire court, cet affrontement ne structure plus le champ politique en 2014 ! Ce sont les problèmes sociaux, les attentes sociales, le chômage des jeunes, le développement et l'emploi, la corruption, le besoin de libertés et la refondation de l'Etat sur des bases démocratiques qui structurent désormais le champ politique et médiatique algérien.

Ali Benflis se trouve ainsi en porte-à-faux avec les propos de Mouloud Hamrouche au forum de *Liberté* qui, pointant la gravité de la crise, en appelle à une nécessaire transition et à des décisions courageuses impliquant l'armée comme solution de la crise. Ainsi qu'avec l'appel de Liamine Zeroual rappelant les sacrifices consentis par l'armée, les forces de sécurité et la société grâce à qui la menace terroriste a été considérablement réduite et, partant, a rendu caduque, parce que décalée, la réhabilitation de l'ex-FIS. Lui aussi appelle à une nécessaire transition. Ce qui ne signifie bien sûr nullement que l'idéologie islamiste sous-tendant l'islamisme radical a totalement disparu. Bien au contraire, grâce à la réconciliation nationale, le salafisme rétrograde est en train d'effectuer un retour graduel dans l'espace social via les réseaux sociaux, les mosquées squattées par les salafistes et même à travers les médias audio-visuels. Dès lors, pourquoi réintroduire un parti dissous dans le jeu politique alors que cette question n'est plus à l'ordre du jour parce qu'elle n'est plus d'actualité ? Est-ce par méconnaissance des réalités d'une Algérie et d'une société ayant changé —nous sommes à l'heure d'internet et des réseaux sociaux — par rapport à des dirigeants qui continuent de regarder le pays à travers un rétroviseur ? On ne lui fera pas l'injure d'avoir passé un deal avec certains dirigeants de l'ex-FIS dans l'espoir de ravir les voix de ce qu'il reste de l'électorat islamiste, tout comme on ne lui reprochera pas son silence durant la décennie noire. Mais, toujours est-il, me semble-t-il, que sa proposition de réhabilitation de l'ex-FIS, d'éteindre la «fitna» s'inscrit dans une vision décalée de la réalité algérienne. Dommage.

H. Z.

ABDELKADER SALLAT, DIRECTEUR DE CAMPAGNE DE BENFLIS :

«Il ne s'agit pas de réhabiliter le parti dissous»

«Il est impossible pour lui de revenir sur une décision définitive de justice portant dissolution de l'ex-FIS», estime le directeur de campagne du candidat Ali Benflis.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Abdelkader Sallat est assez longuement revenu hier au Forum du quotidien *El Moudjahid,* dont il était l'invité, sur cette question de réhabilitation de l'ex-FIS.

«Aucune invitation n'a été lancée pour le rejoindre. Il a un programme dont l'un des principaux points, la réconciliation nationale», a-t-il affirmé d'emblée, excluant tout retour sur la scène politique des «gens impliqués dans les violences et ayant les mains tachées de sang». Ce qui n'est pas le cas de la base militante du parti dissous, «une réalité que personne ne peut nier», selon Sallat pour qui et pour peu que ceux-ci s'insèrent dans le jeu politique en respectant ses règles, dans le cadre du dialogue national large, qui n'exclut personne et auquel Benflis appelle pour aboutir à un consensus national, «ces gens sont les bienvenus». Car, estime encore Sallat, «il ne suffit pas de dire que le FIS est dissous».

Et de juger nécessaire d'«approfondir la loi portant réconciliation nationale», pour, dit-il, «honorer des engagements de l'Etat, sans trop s'y étaler. Ceci tout en tenant à préciser que «Benflis prend acte de toutes les phases de cette politique de réconciliation nationale». Sallat s'interroge sur le courroux que cette proposition aurait suscité parmi l'Organisation nationale des victimes du terrorisme. «Je ne pense pas qu'ils soient lésés avant que le dialogue national ne soit engagé», affirme-t-il.

Sur un autre chapitre, le directeur de campagne de Benflis avoue ne pas saisir la période de transition émise par certains. «Tout dépend du contenu que l'on veut lui conférer, gel des institutions ? Nous, nous voulons une transition générationnelle. Une nouvelle légitimité qui prenne le relais avec comme viatiques le mérite, la compétence et l'intégrité», déclare Sallat pour qui il est préférable «d'aller crescendo vers l'ère de la modernité». Et de lâcher, sentencieux : «Nous sommes contre l'arrêt du processus électoral car le changement doit émaner des urnes.»

Aussi, le candidat Benflis s'engage à abroger, s'il est élu, le 17 avril prochain, la décision d'interdiction des marches dans la capitale. Une décision que bien des détracteurs n'hésitent pas à lui rappeler pour en être l'auteur, le concerné ayant été à cette époque en 2001, chef de gouvernement. Ceci, non sans que Sallat ne tienne à préciser que cette décision, par ailleurs, entérinée en plein Conseil du gouvernement avec l'aval du président de la République, a été prise «suite à des rapports des services de sécurité liés à de funestes projets d'attentats à la bombe dans la capitale».

Le représentant de l'ancien chef de gouvernement a estimé que Benflis est loin de faire dans le discours à la carte. «Notre candidat a un programme dont il décline une partie à l'occasion de chaque meeting, non sans omettre de relever qu'il est le «seul candidat à faire les 48 wilayas du pays».

M. K.

DJAMEL BENABDESLAM À BECHLOUL :

«Le 17 avril prochain, soit nous changerons, soit nous resterons la risée du monde»

Le président du FAN, Djamel Benabdeslam, a animé hier deux meetings à Haizer et Bechloul, pour expliquer les enjeux de l'élection présidentielle du 17 avril prochain.

D'emblée, le président du FAN qui a soutenu, dès le début, le candidat Ali Benflis aux côtés de 22 autres partis politiques, pour un objectif d'un projet de changement, a évoqué le cas tunisien. «Bourguiba est destitué pour incapacité physique, puis le général Benali est dégagé après une révolution du jasmin, ensuite une constituante à laquelle ont participé toutes les franges de la société. Qu'en est-il de nous en Algérie ? Un vote avec un candidat-fantôme, avec une photo de 2004, démodée et dépassée par les évènements ; car aujourd'hui, la photo réelle de Bouteflika est très usée».

Plus loin, le président du FAN évoquera la situation de certains ministres qui sont aujourd'hui le soutien de Bouteflika avec, dit-il, 3 200 milliards de dilapidés pour l'un, 50 000 têtes d'ovins à El Bayadh et Djelfa pour l'autre et qui siège toujours dans le gouvernement actuel, un autre avec des bus, un autre encore, avec l'autoroute que je considère, non pas comme le projet du siècle, mais le scandale du siècle.

Parlant de tamazight, l'orateur dira que c'est grâce aux militants de la cause amazighe dont les militants du Printemps berbère 1980 puis les martyrs du Printemps noir 2001 qu'elle est comme langue nationale et enseignée dans l'école algérienne. Le président du FAN ajoutera, après avoir évoqué succinctement le programme de Benflis concernant l'indépendance de la justice, la réforme de l'école, la lutte contre la corruption que «nous avons deux choix : soit nous restons la risée du monde, soit nous changerons, briserons le mépris aux côtés de Benflis, pour un changement pacifique tout en sauvegardant la souveraineté nationale».

Avant de terminer, l'orateur dira que si les élections sont transparentes et neutres, je vous assure que Benflis sera, contrairement à celui qui avance que Bouteflika sera crédité de 70%, président avec plus de 80%, car c'est lui le candidat de l'espoir et de la liberté. Mais pour cela, il faut aller voter massivement, dira enfin l'orateur dans la salle de la maison de jeunes de Bechloul.

Y. Y.

À LA VEILLE DU RENOUVELLEMENT DE LA PRÉSIDENCE DE L'UNAB

Lenouar et Sellini affûtent leurs armes

La fin du processus du renouvellement des différents conseils de l'ordre des avocats, prévue très prochainement, débouchera incontestablement sur un autre scrutin, celui de l'élection du président de l'Union nationale des barreaux d'Algérie (UNAB). Ainsi, deux avocats et pas des moindres ont officiellement affiché leurs intentions de briguer le poste de président de l'UNAB.

Abder Bettache -Alger (Le Soir) - La réélection d'Abdelmadjid Sellini à la tête du Conseil de l'ordre des avocats d'Alger pour la cinquième fois a relancé le «souhait» de ce dernier de briguer pour la troisième fois le poste de président de l'Union nationale des barreaux d'Alger, dont le président sortant, en l'occurrence M. Mostefa Lenouar, n'a pas caché son souhait de se succéder pour un autre mandat.

Les deux avocats ont affiché publiquement leur hostilité et n'hésitent pas à monter en puissance dans les prochains jours. En effet, le premier à avoir annoncé la couleur est Me Sellini, le président du barreau d'Alger. Ce dernier, lors de sa dernière sortie médiatique, plus exactement à l'occasion d'une conférence de presse et en présence d'une dizaine de présidents de barreaux, a tiré à boulets rouges sur l'actuel président de l'Union des barreaux d'Algérie, M. Lenouar.

Le président du Conseil de l'ordre des avocats d'Alger «accuse» ce dernier «d'être derrière la crise qui sévit au sein du barreau de Mascara». «C'est une atteinte à la profession d'avocat, la situation qui prévaut aujourd'hui au sein du conseil de l'ordre des avocats de Mascara», a expliqué l'avocat Sellini. Or, de son côté, le président de l'Union sortant, en l'occurrence Me Lenouar, n'a pas tardé à réagir pour fustiger ses détracteurs, les accusant de «vouloir manipuler une situation pour en faire un fonds de commerce électoral».

L'autre enjeu, voire la ligne de démarcation entre les deux potentiels candidats à la présidence de l'Union des barreaux, sera incontestablement les positions affichées par l'un et l'autre au sujet du projet portant organisation de la profession d'avocat validé par les deux chambres en août dernier.

Me Lenouar avait estimé que le projet de loi comporte de nombreux articles intéressants «qu'il faudra garder», mais aussi d'autres qui «mettent en danger l'indépendance» de l'avocat et «le droit de la défense», qu'il faudra «à tout prix revoir».

C'est pour cela, a-t-il dit, que l'idée de le maintenir a été défendue par la majorité. «Pourquoi aller vers l'extrême lorsque nous avons la possibilité d'agir d'une manière plus sereine et plus intelligente ?», a conclu le président de l'UBA.

Une position réfutée par son rival Me Sellini qui avait considéré à l'époque que «la décision prise par le président de l'UNAB, soit soutenir le projet du gouvernement, est en soit une décision qui n'a pas eu l'aval de toute la corporation des avocats». Il reste à savoir jusqu'où ira la rivalité entre les deux postulants ?

A. B.